Arrêté du 30 juin 2003 modifiant la liste des établissements susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante

NOR : SOCS0322243A

Le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité et le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu l'article 41 modifié de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 ;

Vu le décret n° 99-247 du 29 mars 1999 relatif à l'allocation de cessation anticipée d'activité prévue à l'article 41 modifié de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2000 modifiant la liste des établissements susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante, modifié par les arrêtés des 12 octobre 2000, 19 mars 2001, 1^{er} août 2001, 24 avril 2002, 12 août 2002 et 25 mars 2003 ;

Vu l'avis de la commission des accidents du travail et des maladies professionnelles de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 30 avril 2003,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - La liste des établissements de fabrication de matériaux contenant de l'amiante, de flocage et de calorifugeage à l'amiante, mentionnée au 1^o du I de l'article 41 de la loi du 23 décembre 1998 susvisée fixée par l'arrêté du 3 juillet 2000 susvisé est modifiée par la liste figurant en annexe I au présent arrêté.

Art. 2. - La liste des établissements mentionnés à l'article 1^{er} est assortie d'une liste complémentaire figurant en annexe II au présent arrêté.

Art. 3. - Sont réputés figurer aux listes mentionnées aux articles 1^{er} et 2 ces mêmes établissements lorsqu'ils ont, sous une dénomination différente, exercé la même activité.

Art. 4. - Le directeur des relations du travail, le directeur de la sécurité sociale et le directeur du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 juin 2003.

*Le ministre des affaires sociales,
du travail et de la solidarité,*
FRANÇOIS FILLON

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur du budget :

L'administrateur civil,

F. CARAYON

ANNEXE I

MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LISTE DES ÉTABLISSEMENTS SUSCEPTIBLES D'OUVRIR DROIT À L'ALLOCATION DE CESSATION ANTICIPÉE D'ACTIVITÉ DES TRAVAILLEURS DE L'AMIANTE DANS LA FABRICATION, LE FLOCAGE ET LE CALORIFUGEAGE FIGURANT EN ANNEXE DE L'ARRÊTÉ DU 3 JUILLET 2000 MODIFIÉ

Ile-de-France

Au lieu de : « Alsthom Power Boiler, établissement "chantier", 19-21, avenue Morane-Saulnier, 78140 Vélizy : de 1956 à 1996 », écrire : « Stein Industrie, puis GEC Alstom, établissement "chantier", 19-21, avenue Morane-Saulnier, 78140 Vélizy, de 1956 à 1996 ».

Nord - Pas-de-Calais

Au lieu de : « Flertex, 59220 Rouvignies, de 1960 à 1996 », écrire : « Ferodo/Valéo/Sime industrie/Flertex, 79, boulevard Anatole-France, 59410 Anzin, puis ZI n° 2, 59300 Valenciennes : de 1960 à 1996 ».

Rhône-Alpes

Au lieu de : « Genevet : rue Barthélémy-Thimonier, ZI de Bonrert, 42300 Mably, de 1939 à 1992 », écrire : « Genevet : rue Barthélémy-Thimonier, ZI de Bonrert, 42300 Mably, jusqu'en 1996 ».

ANNEXE II

LISTE COMPLÉMENTAIRE D'ÉTABLISSEMENTS SUSCEPTIBLES D'OUVRIR DROIT À L'ALLOCATION DE CESSATION ANTICIPÉE D'ACTIVITÉ DANS LA FABRICATION, LE FLOCAGE ET LE CALORIFUGEAGE

Alsace

Alstom Power, 34, rue d'Aspach, BP 29, 68701 Cernay Cedex, de 1962 à 1993.

Aquitaine

SNPE, avenue de Gay-Lussac, 33167 Saint-Médard-en-Jalles, de 1972 à 1992.

SNPE / société CELERG, 33167 Saint-Médard-en-Jalles, de 1993 à 1997.

Auvergne

Compagnie des signaux de l'entreprise électrique (CSEE), caserne Dombrowski, 15, avenue Archon-Desperouses, 63200 Riom, de 1950 à 1991, puis CS Mecatronic, caserne Dombrowski, 15, avenue Archon-Desperouses, 63200 Riom, de 1991 à 1994.

Compagnie des signaux de l'entreprise électrique (CSEE), rue de l'Ambème, 63200 Riom, de 1977 à 1997.

Bretagne

SA CAPIC, 69, avenue des Sports, ZI de l'Hippodrome, 29195 Quimper Cedex, de 1962 à 1993.

SA CAPIC, 7, Hent-Kamm, 29000 Quimper, de 1962 à 1993.

Ile-de-France

CEM Alstom, 55, avenue Jean-Jaurès, 93350 Le Bourget, de sa création à 1984.

Lorraine

Société lorraine des anciens établissements De Dietrich et compagnie de Lunéville, de 1948 à 1964, puis CIMT, de 1964 à 1970, puis Trailor, 9, avenue de la Libération, 54300 Lunéville, de 1970 à 1992.

Manoir industries division Gerlach, route de Guerstling, 57320 Bouzonville, de 1968 à 1995.

Pays de la Loire

Valéo Thermique Moteur, 130, route de Mayenne, 53003 Laval, de 1954 à 1988.

Warner Electric Europe / Collins & Tournadre « Tourco », 7, rue de Champfleu, 49182 Saint-Barthélemy-d'Anjou, de 1970 à 1996.

Warner, route de Spay, BP 17, 72700 Allonnes, de 1965 à 1996.

Nord - Pas-de-Calais

Entreprise Damette / Sockeel A et J, 45, rue de la Sous-Préfecture, 59190 Hazebrouck, de 1961 à 1976.

Matériel de cuisson Delrue, 103, rue du Levant, 59200 Tourcoing, de 1947 à 1988.

DITECHNA, 2, rue de l'Albeck, ZI de Petite-Synthe, 59640 Dunckerque, de 1971 à 1982.

MAGNESIA, 215 G, route de Saint-Omer, 62100 Calais, de 1933 à 1996.

Le Joint ADJI, boulevard Gambetta, 59200 Tourcoing, puis ZA Les Champs, rue Norbert-Segard, 59223 Roncq, de 1988 à 1996.

Picardie

Fichet Serrurerie Bâtiment, 80460 Oust-Marest, de 1969 à 1977.

Poitou-Charentes

SNPE, établissement d'Angoulême, 16017 Angoulême, de 1975 à 1996.

CELERG Sud, établissement d'Angoulême, 16017 Angoulême, de 1995 à 1999.

Poujoulat SA, BP 01, Saint-Symphorien, 79270 Frontenay-Rohan-Rohan, de 1963 à 1995.

Rhône-Alpes

Société de Paris et du Rhône, de 1915 à 1986, puis EEM, de 1986 à 1987, puis Valéo EEM, de 1987 à 1989, 36, avenue Jean-Mermoz, 69355 Lyon.

Société de Paris et du Rhône, de 1972 à 1986, puis EEM, de 1986 à 1987, puis Valéo EEM, de 1987 à 1991, rue Saint-Honoré, 38300 Bourgoin.

Valéo EEM, rue du Revolay, 38291 Saint-Quentin-Fallavier, de 1989 à 1996.

Prost, puis Prost Lafarge groupe CEC, puis Lafarge réfractaire, puis Piral SA, zone industrielle, 07210 Alissas, de 1969 à 1980.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Arrêté du 3 juin 2003 relatif aux modalités d'application du compte épargne-temps pour le personnel civil titulaire et non titulaire du ministère de la défense

NOR : DEF0301681A

La ministre de la défense, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-13 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 18 avril 2002, modifié par l'arrêté du 18 octobre 2002, relatif au régime de travail applicable aux personnels relevant de l'article 10 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'avis du comité technique paritaire ministériel en date du 3 décembre 2002,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Le compte épargne-temps peut être alimenté par des jours de repos compensateur accordés en contrepartie d'un service d'astreinte à domicile, d'une mission ou, le cas échéant, d'une permanence sur le lieu de travail.

La totalité des jours affectés au compte épargne-temps ne peut excéder dix-huit jours par an, à l'exception des personnels visés à l'article 2 de l'arrêté du 18 octobre 2002 susvisé. Dans ce dernier cas, le report pourra s'exercer dans la limite de vingt-deux jours par an.

Art. 2. – Le compte épargne-temps institué par le décret susvisé pour le personnel civil titulaire et non titulaire en activité dans les services et les établissements publics administratifs du ministère de la défense est ouvert à la demande expresse de l'agent.

La demande d'alimentation du compte en cours d'exercice doit être formulée auprès du service gestionnaire, en une fois à la fin de l'année civile au titre de laquelle des jours sont épargnés, au plus tard le 31 décembre.

L'agent est informé de son droit à utiliser les congés accumulés à la date de clôture du compte dans un délai au moins égal à la somme de ces congés plus un mois.

Art. 3. – Toute demande d'utilisation du compte épargne-temps doit être déposée par l'agent auprès de son service gestionnaire dans un délai de deux mois avant un congé d'au plus quarante jours ouvrés pris en continu et dans un délai de quatre mois avant un congé d'une plus longue durée.

Art. 4. – Les droits à congés acquis au titre du compte épargne-temps doivent être exercés avant l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la date à laquelle l'agent a été informé par son service gestionnaire que le nombre de jours épargnés sur son compte épargne-temps est d'au moins quarante jours.

Art. 5. – Le principe selon lequel l'absence du service ne peut dépasser 31 jours consécutifs ne peut être opposé à l'agent qui demande à bénéficier du compte épargne-temps.

Art. 6. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 juin 2003.

La ministre de la défense,

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur de la fonction militaire et du personnel civil,

J.-M. PALAGOS

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur du budget :

Le sous-directeur,

L. DE JEKOWSKY

Le ministre de la fonction publique,

de la réforme de l'Etat

et de l'aménagement du territoire,

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur général de l'administration et de la fonction publique :

Le sous-directeur,

Y. CHEVALIER